

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE  
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions  
Interministérielles

Urbanisme et Environnement  
3<sup>ème</sup> Bureau

SCA DE LA REGION DE CRECY  
Crécy en Ponthieu.

Installations électriques, protection contre  
la foudre, nettoyage de certaines installations  
à risque, protection périphérique de l'établissement  
et nuisances sonores.

**OBJET : Mise en demeure.**



**ARRETE DU - 6 JUIN 2005**

**Le Préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, notamment les dispositions du titre 1er «installations classées pour la protection de l'environnement» du Livre V ;

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°53-577 du 20 mai 1953 modifié en dernier lieu par les décrets n° 99-1220 du 28 décembre 1999 et n° 2000-283 du 30 mars 2000, fixant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1er du code de l'environnement) ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu la circulaire n°93-17 du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu la circulaire d'application du 20 février 2004 prise en application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998 autorisant la S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à Crécy en Ponthieu à exploiter un stockage de céréales, un dépôt d'engrais solide en vrac et un dépôt de produits agropharmaceutiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2004 portant délégation de signature à Madame Marcelle PIERROT, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Somme, et qui confère la délégation de signature, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Monsieur Mathias VICHERAT, Directeur de Cabinet du Préfet ;

Vu le rapport en date du 27 septembre 2004 de l'inspection des installations classées constatant le non-respect, par la S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à Crécy en Ponthieu, des prescriptions de l'arrêté ministériel et de sa circulaire d'application respectivement en date des 29 mars 2004 et 20 février 2004 précités ;

Vu le même rapport constatant par ailleurs le non-respect, par la S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à Crécy en Ponthieu, des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998,

Considérant que la S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à Crécy en Ponthieu ne respecte pas certaines dispositions de sécurité des arrêtés ministériels du 29 mars 2004 et préfectoral du 16 juin 1998 ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, en particulier à la sécurité des personnes ;

Considérant qu'en particulier le non respect des dispositions des articles 8, 9, 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 est de nature à augmenter fortement la probabilité d'un accident ;

Considérant que le non respect des dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998 est de nature à augmenter la gravité des conséquences d'un éventuel accident ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, conformément aux dispositions de l'article L514.1 du code de l'environnement, de mettre en demeure la S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à CRECY EN PONTIEU de satisfaire à ces conditions ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la SOMME ;

## A R R Ê T E

### Article 1er :

La S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à CRECY EN PONTHEU est mise en demeure de se conformer aux prescriptions :

- des articles 8, 9, 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- des articles 43.4, 43.5 et 47.7 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998 l'autorisant à exploiter un stockage de céréales, un dépôt d'engrais solide en vrac et un dépôt de produits agropharmaceutiques .

### Article 2 :

Sans préjudice des dispositions prévues dans les arrêtés cités ci-dessus, l'exploitant devra :

♦ **Se conformer aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :**

*« Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). »*

Dans le délai de 3 mois suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fera installer une clôture solide, stable et durable pour la totalité de l'établissement d'une hauteur de 2 mètres minimum.

♦ **Se conformer aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :**

*« Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur.*

*Les matériels présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives doivent être conformes aux réglementations en vigueur.*

*Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.*

*L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent.*

*Ce rapport doit comporter :*

*- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;*

*- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;*

*- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur. »*

Dans le délai de 3 semaines suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant établira un plan de mise en conformité au regard des 93 observations relevées par la société IDEATION Technique suite à sa visite du 3 novembre 2003. Un exemplaire du plan sera adressé au Préfet.

Ce plan précisera la nature de l'action corrective prévue, le délai et la personne responsable. Les délais de mise en conformité seront fixés en fonction de l'urgence de façon à remédier en priorité aux non-conformités susceptibles d'occasionner ou d'aggraver un accident. En tout état de cause, ces délais ne dépasseront pas six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Un enregistrement et un suivi de la réalisation effective des actions correctives seront réalisés et tenu à jour.

Dans le délai de 3 mois suivant la date de notification du présent arrêté, les travaux d'installation des protections contre la foudre de l'établissement seront réalisés en adéquation avec l'étude réalisée conformément à l'arrêté du 23 janvier 1993.

♦ Se conformer aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

« Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être nettoyées. »

Dans le délai de 2 mois suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant devra mettre en conformité ses installations de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration de poussières sur les aires de chargement et de déchargement.

♦ Se conformer aux dispositions de l'article 47.7 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998

susvisé :

« 47.7 - Dépoussiérage : Le flux global de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 1 kg/heure et la concentration en poussières sera inférieure à 30mg/Nm<sup>3</sup>. »

Dans le délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fournira les justifications permettant de démontrer le respect des normes de rejets de poussières de ses équipements.

Ces justifications seront transmises au préfet.

♦ Se conformer aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

« Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. »

Dans le délai de 2 jours suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant procédera à l'enlèvement des dépôts de poussières dans le Redler de reprise du silo O.

♦ Se conformer aux dispositions de l'article 43.4 et 43.5 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998

susvisé :

« 43.4 - Valeurs limites d'émergences et de niveaux acoustiques.

Les émissions sonores de l'établissement doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées.

En particulier, elles ne doivent pas engendrer une émergence supérieure à 5dB(A) pour les périodes de 7h à 22 h dans les zones à émergence réglementée. Cette valeur de 5 dB(A) est ramenée à 3 dB(A) pour les périodes allant de 22h à 7h ainsi que le dimanche et les jours fériés. »

« 43.5 - Mesures de vérification des valeurs limites.

L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité triennale une mesure des niveaux sonores de son établissement, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées, pour apprécier le respect des valeurs limites réglementaires. Les mesures seront effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Dans le délai d'un mois suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant devra faire réaliser les mesures sonores précisées ci dessus dans les conditions de l'article 43.5 susvisés.

Les résultats seront transmis au préfet.

### Article 3 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions édictées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions pénales et administratives prévues à l'article L 514.2 du code de l'environnement.

### Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif d'Amiens par le destinataire de l'arrêté, dans les deux mois qui suivent sa notification.

En application de la loi du 12 avril 2000 susvisée, la S.C.A. DE LA REGION DE CRECY à CRECY EN PONTTHIEU est invitée à présenter à M. le préfet de la Somme les éventuelles observations écrites qu'appellerait de sa part la présente mise en demeure.

### Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville, le maire de Crécy-en-Ponthieu, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA DE LA REGION DE CRECY.

Amiens, le - 6 JUIN 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Marcelle PIERROT